



dsb

datenschutzbeauftragte  
des kantons zürich

# Protection des données et analyse web

Dr. iur. Dominika Blonski, Préposée à la protection des données

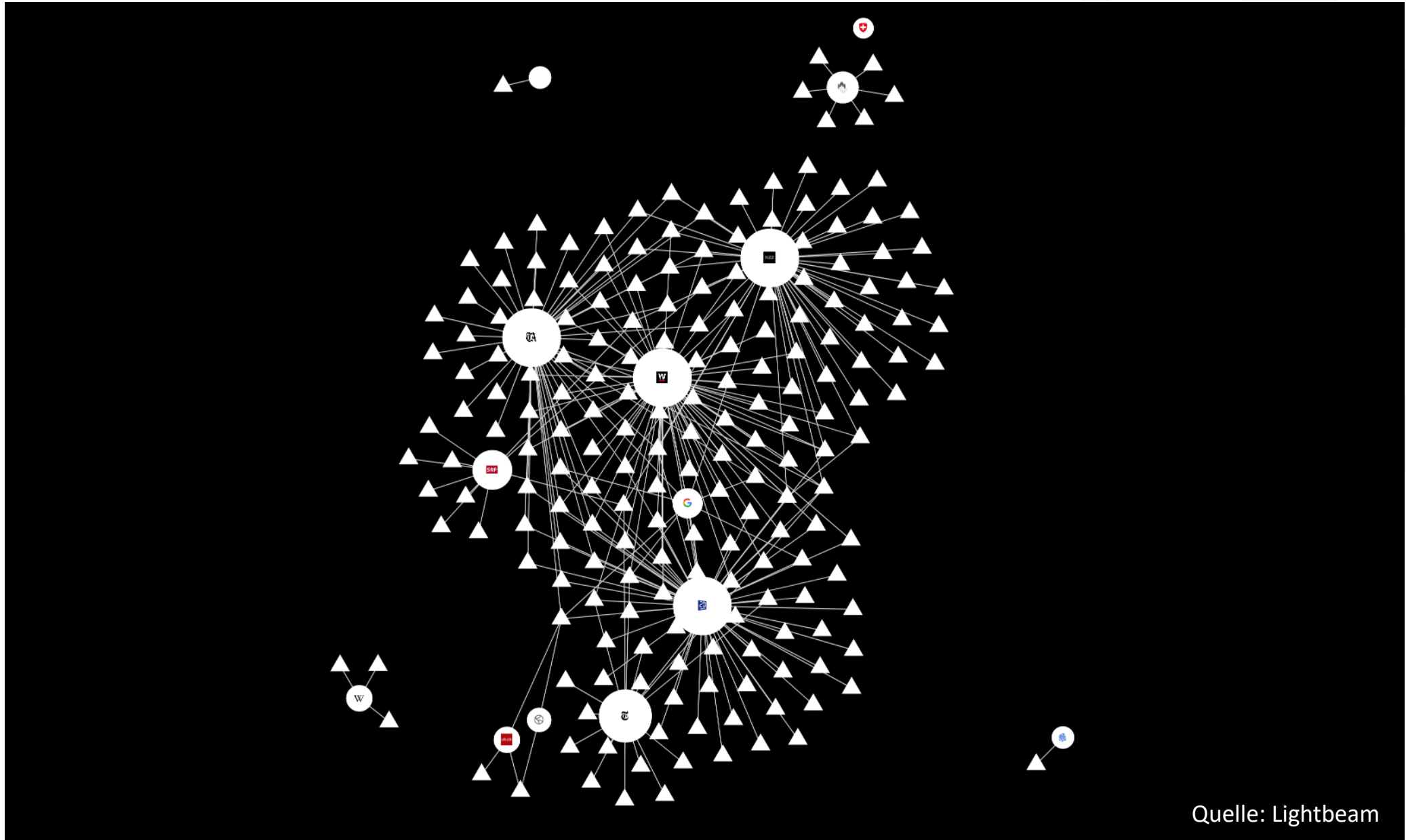
Préposée à la protection des données du canton de Zurich  
20 mars 2025, séance groupe de travail analyse web, en ligne

# Présentation

- Etudes de droit (MLaw), Université de Fribourg
- Doctorat et assistantat, Université de Berne: *Biometrische Daten als Gegenstand des informationellen Selbstbestimmungsrechts* (Les données biométriques comme objet du droit à l'autodétermination en matière d'information)
- Formations continues en matière de sécurité de l'information
- Executive MPA Université de Berne
- Depuis 2020: Préposée à la protection des données du canton de Zurich (exercé auparavant, depuis 2014, diverses fonctions auprès de l'ancien délégué de la protection des données)
- Vice-présidente et membre du Bureau de privatim (Conférence des Préposé(e)s suisses à la protection des données)
- Autrice et co-éditrice de publications dans des revues spécialisées et des commentaires sur le droit de la protection des données
- Chargée de cours à l'Université de Berne et enseignante de divers cours sur la protection des données

# Table des matières

- Pourquoi a-t-on besoin de la protection des données
- Champ d'application des lois sur la protection des données
- Données personnelles et traitement des données
- Principes de la protection des données
- Application par les organes publics en matière d'analyse web
- Outils de référence



# Pourquoi a-t-on besoin de la protection des données?



# Champ d'application des lois sur la protection des données

Confédération	Cantons
Loi fédérale et ordonnance sur la protection des données (LPD et OPDo)	Lois et ordonnances cantonales: p.ex. ZH: <i>Gesetz und Verordnung über die Information und den Datenschutz (IDG et IDV)</i> (Loi et ordonnance sur l'information et la protection des données)
<b>Champ d'application</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• organes fédéraux</li><li>• personnes privées</li></ul>	<b>Champ d'application</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• organes publics aux niveaux cantonal et communal</li><li>• privés chargés de tâches publiques cantonales ou communales</li></ul>

# Pourquoi y a-t-il des lois sur la protection des données fédérales et cantonales?

- Fédéralisme:
  - La Confédération ne peut édicter des lois que si elle dispose d'une compétence constitutionnelle en la matière
- Compétence constitutionnelle de la Confédération:
  - Droit privé et administration fédérale
  - Non: domaine du droit public des cantons
  - LPD pour les privés qui traitent des données et pour les organes fédéraux
- Autonomie d'organisation des cantons dans leur propre domaine administratif
  - Lois sur la protection des données cantonales pour les organes publics cantonaux et communaux

# Types d'informations

- Informations
- Données personnelles
- Données sensibles



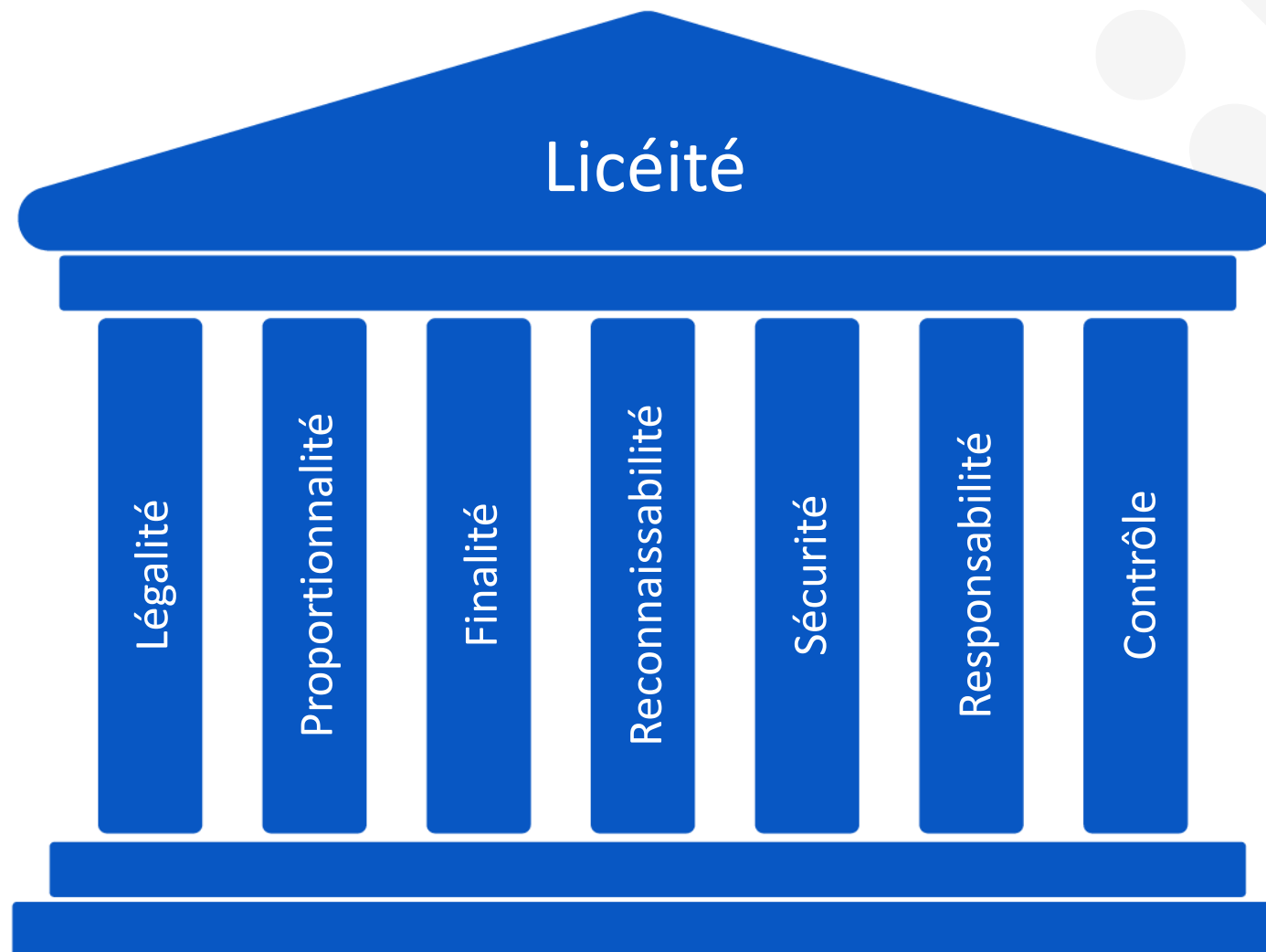


# Traitement de données personnelles

Toute opération relative à des données personnelles (tout le «cycle de vie»)

- collecte, réception
- enregistrement, conservation
- utilisation, combinaison
- communication, publication
- destruction
- etc.

# Principes de la protection des données



# Licéité (art. 6 al. 1 LPD)

- Traitement de données personnelles seulement s'il existe une base légale (Principe de la légalité)
- Consentement?
  - Pas un motif justifiant le traitement des données pour les organes publics (différence par rapport à la protection des données en droit privé)

Exceptions: communication de données ou modification de la finalité dans un cas particulier

# Proportionnalité (art. 6 al. 2 LPD)

- Aptitude (par rapport au but poursuivi)
- Nécessité (mesures moins sévères)
- Caractère raisonnablement exigible (rapport but/moyens)

→ Évitement des données, minimisation des données

→ Pseudonymisation, anonymisation, destruction

→ «privacy by design», «privacy by default»

# Finalité (art. 6 al. 3 LPD)

- Traitement seulement dans le but de la collecte des données
- 2 éléments:
  - collecte/traitement pour une finalité déterminée
  - finalité reconnaissable pour la personne concernée
- Modification de la finalité: base légale ou consentement
- Particularité: traitement possible pour des finalités non liées à des personnes telles que planification, recherche ou statistiques
  - anonymisation des données
  - pas de conclusions possibles sur les personnes concernées lors de l'analyse

# Reconnaissabilité/transparence (art. 19/20 LPD)

- Devoir d'informer de la personne traitant les données
- Exception importante au devoir d'informer lorsqu'il existe une base légale (art. 20 al. 1 lit. b LPD)
  - Devoir d'informer très restreint, voire inexistant pour les organes publics

# Licéité – analyse web

- Traitement de données personnelles seulement s'il existe une base légale (principe de légalité)
  - Exploitation d'un site Internet pas expressément mentionnée dans les bases légales
    - Mais: l'activité d'information est une attribution des organes publics
    - La présence sur Internet en fait partie
- (p.ex. § 14 al. 1 IDG)

# Proportionnalité – analyse web

- Aptitude, nécessité et caractère raisonnablement exigible
- l'utilisation d'outils de suivi et d'analyse n'est pas nécessaire pour l'exploitation d'un site Internet d'un organe public
- collecte et analyse de données à caractère personnel concernant le comportement d'une personne sur des sites Internet pas autorisées
- Mais: autorisé si les données sont anonymisées  
→ p.ex. Matomo, AWStats, Open Web Analytics, Nilly



# Finalité – analyse web

- Traitement seulement dans le but pour lequel les données sont collectées
- Cela signifie p.ex.:
  - publicité etc. pas autorisée
  - vente de données pas autorisée
  - etc.

# Reconnaissabilité/transparence – analyse web

- Devoir d'informer de la personne traitant les données (supprimé s'il existe une base légale pour le traitement des données)
  - il est permis de donner des informations sur un site Internet sur son fonctionnement et sa conception technique
  - description de mécanismes de protection des données (p.ex. outils d'analyse anonymisés) inspire confiance
  - mais: pas de malentendu sur la nécessité d'un consentement (c'est-à-dire pas de bannières, pop-ups ni outils analogues)
- Pas de déclaration de protection des données nécessaire

# Déclarations de protection des données

- Déclaration de protection des données pas nécessaire, car il existe une base légale qui décrit le traitement des données autorisé
- On ne peut pas “justifier” un traitement des données illicite par un consentement
- Pas d'utilisation de mécanismes (tels que bannières, pop-ups et outils analogues) qui font croire aux utilisateurs qu'ils ont donné leur consentement

# Exemples – cookies

- Les cookies qui ne permettent pas d'analyse sont **conformes à la protection des données**:
  - Enregistrement d'informations pour assurer les fonctions du site Internet (informations de session, sur le répartiteur de charge)
  - Données de connexion
  - Contenu du panier dans les boutiques en ligne
  - Paramètres spécifiques à l'utilisateur, p.ex. langue

# Exemples – cookies

- Ne sont **pas conformes à la protection des données** les cookies destinés à:
  - L'analyse (localisation, système d'exploitation, appareil etc.)
  - L'analyse de comportement ou l'enregistrement de l'historique (Durée de la consultation du site Internet, clics effectués etc.)
  - Reconnaissance de l'utilisatrice ou de l'utilisateur

# Exemple

- **Analyse web** (statistique, suivi) autorisée seulement si anonyme
- **Services de tiers** (météo, webcam, cartes, calendrier, polices, reCAPTCHA ou fonctionnalités de recherche): choisir des solutions respectueuses de la protection des données
- **Social Plugin** (p.ex. Facebook, Twitter, Instagram, Videos (Youtube)) utiliser des procédures par étapes (procédure à 2 étapes ou à 2 clics)

# Outils de référence

- Article en ligne «*Datenschutzerklärungen auf Websites öffentlicher Organe*» (Déclarations de protection des données sur les sites Internet d'organes publics) ([https://docs.datenschutz.ch/u/d/publikationen/webartikel/datenschutzerklaerung\\_auf\\_websites\\_oeffentlicher\\_organe.pdf](https://docs.datenschutz.ch/u/d/publikationen/webartikel/datenschutzerklaerung_auf_websites_oeffentlicher_organe.pdf))
- Fiche d'information «*Softwarelösungen für IKT-Verantwortliche*» (Solutions informatiques pour les responsables de technologies d'information et de communication) ([https://docs.datenschutz.ch/u/d/publikationen/formulare-merkblaetter/merkblatt\\_softwareloesungen\\_fuer\\_itv\\_202502.pdf](https://docs.datenschutz.ch/u/d/publikationen/formulare-merkblaetter/merkblatt_softwareloesungen_fuer_itv_202502.pdf))
- Fiche d'information «*Dienste Dritter auf Websites*» (Services de tiers sur les sites Internet) ([https://docs.datenschutz.ch/u/d/publikationen/formulare-merkblaetter/merkblatt\\_dienste\\_dritter\\_auf\\_websites.pdf](https://docs.datenschutz.ch/u/d/publikationen/formulare-merkblaetter/merkblatt_dienste_dritter_auf_websites.pdf))

# Outils

- [www.datenschutz.ch](https://www.datenschutz.ch) → *Meine Daten schützen* (Protéger mes données):
  - Configurer le navigateur de manière sûre
  - Eviter le suivi de navigation
  - Supprimer le cache des moteurs de recherche



# Comment nous contacter



+41 (0)43 259 39 99  
datenschutz@dsb.zh.ch

[datenschutz.ch](https://www.datenschutz.ch)



08h30 à 12h00  
13h30 à 17h00



Datenschutzbeauftragte  
des Kantons Zürich  
Beckenhofstrasse 23  
Postfach  
8090 Zürich  
(Préposée à la protection des  
données du canton de Zurich  
Beckenhofstrasse 23  
Case postale  
8090 Zurich)

Merci





dsb

datenschutzbeauftragte  
des kantons zürich

[datenschutz.ch](https://www.datenschutz.ch)